



Frappé de sanctions par Trump, le groupe palestinien de défense des droits humains Al-Haq appelle les alliés des États-Unis à prendre position

Description

Le responsable du groupe, Shawan Jabarin, déclare que suite à ces sanctions, certains partenaires et bailleurs de fonds américains ont pris leurs distances avec l'organisation cisjordanienne.

Par Alice SPERI, le 16 novembre 2025.



Shawan Jabarin, directeur de Al-Haq, 2021 (image : Keren Manor, activestills)

Al-Haq, une organisation palestinienne de défense des droits humains de premier plan basée en Cisjordanie, n'en est pas sa première épreuve. Mais depuis que le groupe a été sanctionné par l'administration Trump en septembre, son monde s'est considérablement rétréci.

Aujourd'hui, les comptes bancaires des personnels ayant été turcs par leurs banques, ceux-ci travaillent sans être rémunérés. Les bailleurs de fonds américains ont pris leurs distances, et YouTube a retiré des centaines de vidéos de l'organisation attestant de violations des droits humains commises par les forces israéliennes contre des Palestiniens. Plus troublant encore, certaines organisations américaines avec lesquelles Al-Haq collaborait depuis longtemps se sont murées dans le silence, craignant que le simple fait de communiquer avec l'organisation n'attire l'attention d'une administration qui les a clairement désignées comme cible.

« Je suis profondément blessé », confie Shawan Jabarin, directeur d'Al-Haq, par le silence des organisations américaines œuvrant pour les droits humains et la justice sociale. « La plupart d'entre elles, pour ne pas dire toutes, ont cessé de travailler, voire d'interagir avec nous de manière formelle et ouverte. »

Dans un entretien accordé au Guardian, Jabarin a appelé les organisations de défense des droits humains basées aux États-Unis à adopter des postures plus ouvertement rebelles envers l'administration Trump. « Se tenir du côté des droits humains et de la justice ne signifie pas que vous devez respecter des lois ou des ordres draconiens », a-t-il déclaré. « Vous devez riposter par tous les moyens ».

L'administration Trump justifie les sanctions annoncées contre Al-Haq par le soutien que fournit l'organisation à la Cour Pénale Internationale (CPI) dans son enquête sur les crimes commis par les Israéliens en Palestine. Ces sanctions ont constitué une première attaque dans une campagne plus large contre la société civile, campagne qui prend pour cible les groupes défendant les droits des Palestiniens de façon disproportionnée, et qui menace également de réduire à néant les organisations œuvrant pour le climat, la démocratie et la justice raciale.

Lors de son allocution annonçant les sanctions, le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, a déclaré que « la réponse des États-Unis envers le mépris qu'affiche la CPI pour sa souveraineté continuera d'avoir des conséquences significatives et concrètes afin de protéger nos troupes, notre souveraineté et nos alliés face à ce mépris de notre souveraineté, et pour punir les entités complices de ces excès ».

Non-membres de la CPI, Israël et les États-Unis attaquent la Cour depuis longtemps et affirment qu'elle n'a aucun pouvoir juridique sur eux. Pour autant, la répression exercée par l'administration Trump contre les groupes pro-palestiniens dépasse largement leur lien avec la CPI.

Le mois dernier, l'administration a ordonné aux procureurs fédéraux de tout le pays d'enquêter sur les Open Society Foundations (OSF), réseau philanthropique fondé par le milliardaire libéral George Soros, sur la base d'accusations infondées selon lesquelles elles auraient financé des groupes promouvant des troubles politiques, allant jusqu'à invoquer des charges aussi graves que le soutien matériel au « terrorisme ». Dans un mémorandum présidentiel signé en septembre, Trump a également ordonné aux forces de l'ordre de « démanteler et raciner » les organisations et réseaux considérés comme encourageant le « terrorisme intérieur » et la « violence politique organisée » par l'administration.

De fait, les groupes et les individus affichant une position critique à l'égard d'Israël, tant aux États-Unis qu'à l'étranger, font l'objet d'une attention particulière. L'administration

Trump a détenu des ressortissants étrangers pour des prises de parole pro-palestiniennes et sanctionné le rapporteur spécial de l'ONU pour les territoires occupés ainsi que de hauts responsables de la CPI.

Les groupes basés en Palestine, comme Al-Haq, qui ne bénéficient pas des protections constitutionnelles de leurs pairs américains, comptent parmi les cibles les plus faciles. En tant que Palestinien toutefois, Jabarin se décrit comme un habitué des prises de position contre un régime répressif.

« Peut-être que c'est dans notre nature et notre essence de Palestiniens, parce que nous nous battons dans tous les domaines de notre vie », a-t-il dit. « Notre culture, c'est de ne pas abandonner et de continuer à lutter pour la justice. Peut-être que d'autres sociétés n'en sont pas encore arrivées là. »

Mais le groupe paie cher cette mobilisation ininterrompue.

Depuis l'annonce des sanctions, Al-Haq et ses quelque 45 employés ont perdu leurs comptes bancaires, trois banques avec lesquelles l'organisation travaille ayant fermé leurs comptes en octobre. (Les banques basées à l'étranger, bien que non directement visées par les sanctions, sont souvent frileuses à l'idée de travailler avec des personnes ou des groupes sanctionnés par les États-Unis.) Le groupe est actuellement dans l'incapacité de recevoir des dons ou de payer ses employés, et deux de ses bailleurs de fonds américains ont cessé leurs contributions. Le personnel basé aux États-Unis a dû démissionner. Les autres employés continuent à travailler gratuitement, a indiqué Jabarin, aidés par d'anciens collègues et des soutiens à l'étranger. Après YouTube, Meta et Mailchimp ont restreint ou retiré leurs services. (Les trois entreprises n'ont pas immédiatement répondu à nos demandes de commentaire.)

Al-Haq a également perdu des alliés.

Parmi les organismes qui craignent désormais la répression orchestrée par Trump figurent des dizaines d'organisations à but non lucratif basées aux États-Unis. Bien que la législation draconienne visant à faire taire la société civile en éliminant les organisations à but non lucratif aient jusqu'à présent échoué, et bien que les experts affirment que les efforts de Trump contre Soros soient difficilement recevables par les tribunaux, ces groupes sont en état d'alerte depuis des mois, redoutant des attaques contre leur statut d'exonération fiscale ainsi que de coûteux litiges.

Les organisations américaines de défense des droits humains et de soutien aux Palestiniens ayant auparavant travaillé avec Al-Haq craignent désormais de poursuivre leur collaboration. (Jabarin a préféré faire leurs noms.)

Les sanctions imposées par les États-Unis aux groupes de défense des droits des Palestiniens à l'une des seules mesures à la disposition de l'administration en l'absence d'action du Congrès mettent leurs pairs américains en danger. Des organisations basées aux États-Unis ayant collaboré avec Al-Haq par le passé ont refusé de s'exprimer officiellement sur leur relation avec le groupe lorsqu'elles ont été contactées par le Guardian, mais certaines ont précisé que le simple maintien de communications professionnelles avec une organisation sanctionnée les exposait à un risque considérable.

Les groupes américains qui mènent une action de mobilisation en partenariat avec des organisations sanctionnées pourraient en effet encourir des poursuites civiles et pénales, ont noté certains, avec des conséquences allant de la perte d'avantages fiscaux à des peines de prison. Certaines organisations à but non lucratif aux États-Unis sont si réticentes à l'idée de prendre des risques qu'elles vont jusqu'à éviter de critiquer publiquement les sanctions.

Leena Barakat, cofondatrice de l'association de bailleurs de fonds Block and Build Funder Coalition, un réseau de financeurs qu'elle décrit comme « militant contre l'autoritarisme », a déclaré que les groupes et donateurs basés aux États-Unis qui soutiennent le travail d'organisations palestiniennes sanctionnées font face à une situation « catastrophique ».

« Nous devrions riposter, et je pense qu'en ce moment la volonté et le désir de réagir sont très présents. La question qui se pose est de définir la meilleure stratégie pour mener ce combat », a-t-elle déclaré. « Nous y réfléchissons constamment. »

Al-Haq documente les violations des droits humains commises par Israël en Palestine depuis un demi-siècle. Aux côtés d'autres organisations également sanctionnées par les États-Unis à savoir le Centre Al Mezan pour les droits humains, le Centre palestinien pour les droits humains, et Addameer, qui agit plus particulièrement pour les droits des prisonniers et détenus palestiniens à savoir le groupe a joué un rôle clé dans la demande, puis dans le soutien, de l'enquête de la CPI.

En 2021, Israël a qualifié Al-Haq et cinq autres organisations palestiniennes de « défense des droits humains d'organisations terroristes », invoquant des liens entre ces groupes et le Front populaire de libération de la Palestine, un parti politique de gauche considéré comme une organisation terroriste par plusieurs pays, dont les États-Unis. Toutefois, ainsi que certaines enquêtes ont alors révélé, Israël ne disposait d'aucune preuve concrète pour justifier ces allégations, et la CIA n'a pas été en mesure de corroborer les affirmations d'Israël concernant ces groupes. Quelques mois plus tard, les soldats israéliens ont fait une descente dans les bureaux d'Al-Haq.

Ces désignations diffamatoires et ces descentes ont été largement condamnées par les organisations internationales de défense des droits humains, et l'administration Biden s'en est distanciée. Mais Jabarin a toujours craint que les États-Unis, à n'importe quel moment, ne suivent l'exemple d'Israël en cherchant à sanctionner le groupe.

Jabarin a qualifié les dernières sanctions américaines « d'attaque politique » et a fait le serment qu'Al-Haq continuerait de documenter les violations des droits humains et de travailler avec la CPI.

« Ils veulent réduire au silence toute voix qui demande des comptes, qui appelle à mettre fin à la culture de l'impunité, toute personne qui parle des droits des Palestiniens et de justice pour la Palestine », a-t-il déclaré. « Nous continuerons à faire notre travail, nous continuerons à nous battre pour la justice et pour les droits humains, et nous continuerons à poursuivre les criminels et à les considérer comme responsables. » Les observations transmises à la Cour par Al-Haq, a-t-il ajouté, sont « laïcales » et « pacifiques ».

Jabarin affirme qu'il comprend les contraintes auxquelles sont soumis ses collègues américains, mais il se dit désolé par ce qu'il considère comme une réticence à s'opposer plus

ouvertement Ã Trump, en agissant au-delÃ de simples dÃclarations. Trump cherche Ã obtenir une soumission sans rÃsistance de la part des organisations ; la maniÃre dont la sociÃtÃ civile mondiale rÃagit actuellement aura des implications durables, a ajoutÃ Jabarin.

Ã« La Palestine est le test Ã» pour toutes les personnes dotÃes dâune conscience.

Il observe que Ã« â?!lâ??administration amÃricaine soutient la loi de la jungle, et non lâ??Ãtat de droit. Et ce qui se passe Ã lâ??Ãchelle mondiale est une guerre entre la loi de la jungle et lâ??Ãtat de droit Ã».

Traduction : CB pour lâ??Agence MÃdia Palestine

Source : [The Guardian](#)

date crÃÃe
2025/11/17